



Centre Universitaire de Formation et de Recherche Jean-François CHAMPOLLION
Campus d'Albi, Place de Verdun 81012 ALBI cedex 9 FRANCE Tel : (33) 05.63.48.64.39

Colloque International De recherche, de réflexion et d'échanges Avec comité scientifique et actes

Le développement durable de l'école élémentaire au campus : enjeux pédagogiques et pratiques sociales dans les établissements d'enseignement 25-26-27 juin 2008, Albi

Sous le patronage de la Commission Nationale Française pour l'EDD de l'UNESCO

1. L'origine de ce colloque ?

Au cours des dernières années, les universités montréalaises comme les universités françaises ont entamé des démarches de Campus Durables ou d'Eco-campus. Les CEGEP au Canada, comme les collèges, lycées ou écoles primaires en France, se sont engagés dans des opérations d'éco-établissements sur le modèle des agendas 21.

Outre l'enjeu institutionnel et très pragmatique de permettre de réaliser des économies d'énergie et de mettre en œuvre des pratiques de développement durable au sein des établissements d'enseignement, le lancement de ces opérations d'envergure représente un véritable laboratoire pour l'analyse managériale d'une part et l'analyse psychosociologique des conditions du changement de comportements plus respectueux de l'environnement.

1.1. La conférence des campus durables de Montréal, novembre 2006

Lors de premiers échanges universitaires qui ont eu lieu à l'occasion d'une conférence organisée en novembre 2006 aux HEC Montréal, trois défis communs ont été identifiés :

Le premier défi a trait aux particularités des établissements d'enseignement par rapport à leurs missions. Dans leur ensemble, les démarches de Campus durables ou Eco-campus ont en commun de transformer les universités, comme lieux de recherche, de formation et lieux de vie, en des communautés de pratiques et d'enseignement tournées vers la durabilité.

Trois dimensions sont alors concernées :

- **Les universités comme lieux de formation** : comment augmenter l'offre de cours liés au développement durable de façon pertinente pour les étudiants, les besoins des futurs employeurs et de la société mais aussi pour satisfaire la politique des institutions universitaires?

- **Les universités comme lieux de création de savoirs et savoir-faire** : comment pérenniser les apprentissages d'ordre managériale et politique

autour du développement durable ? Comment parvenir, dans un souci systémique, à concevoir des méthodologies de projets reproductibles et transposables ?

- **Les universités comme lieux de vie** : comment les campus universitaires ou les écoles supérieures peuvent-ils contribuer à promouvoir une culture du développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales ?

Le second défi porte sur la nécessité de construire des interdépendances entre les trois groupes de parties prenantes internes présentes dans tous les campus : le personnel enseignant-chercheur, le personnel administratif et de soutien et les étudiants. Nombre d'initiatives émanent de collectifs d'étudiants. Or, elles ont du mal à se pérenniser une fois que les leaders du groupe quittent l'établissement. Maintenir l'énergie étudiante est pourtant une condition essentielle. En même temps, pérenniser implique d'institutionnaliser et de créer des politiques de développement durable dans les établissements, ce qui ne se fait pas sans difficultés. Quelles sont les conditions de maintien à long terme des dynamiques engagées ? Enfin, les professeurs et les chercheurs ont un rôle important à jouer, même si les systèmes d'incitatifs ont tendance à ne reconnaître que marginalement leur implication dans de telles démarches.

Le troisième défi est stratégique. Lors de nos conversations début novembre, nous avons mis en évidence des défis communs : comment travailler transversalement ? Quelle démarche adopter : une approche incrémentale ou une approche de changement radical ? Comment parvenir à l'institutionnalisation des politiques de développement durable et quand cette institutionnalisation est-elle souhaitable ? Qui impliquer et comment ?

1.2. Le colloque « *Campus Durables-Eco-Campus : mise en agenda et management environnemental dans les universités* », mai 2007, à Trois Rivières (Canada)

Organisé par le CUFR JFC d'Albi (Tarn) et HEC Montréal, dans le cadre du 75^{ème} Congrès de l'ACFAS « *L'esprit en mouvement* » à l'Université du Québec à Trois-Rivières CANADA (11 mai 2007), le colloque « *Campus Durables-Eco-Campus : mise en agenda et management environnemental dans les universités* » a été l'occasion de poursuivre les premiers échanges initiés en novembre 2006.

Présidé par Robert LITZER (AQPERE, Montréal), ce colloque a permis de mutualiser les conditions de mise en agenda des démarches de développement durable dans les universités canadiennes, espagnoles et françaises. Plusieurs enseignements ont été mis en perspective : si les démarches ont pour origine une initiative individuelle (enseignant dans le domaine de l'environnement, du développement durable ou de l'énergie) ou collective (association ou syndicat d'étudiants par exemple), le projet ne prend sens que lorsque l'établissement s'en empare et l'entérine dans sa politique de développement, à travers le vote d'un budget notamment qui autorise l'embauche d'un animateur-ambassadeur de l'opération. Autre enseignement majeur : les actions conduites par cet acteur clef n'ont de réelle portée que si un certain nombre d'acteurs relais le soutiennent et l'accompagnent dans ses démarches. Enfin, si nombre de démarches se revendiquent du développement durable, elles s'avèrent en fait très sectorisées (transport, déchets, énergie...), pas suffisamment systémiques pour relever le vrai défi du développement durable et pas assez fédératrices pour susciter l'intérêt de toutes les catégories d'usagers des établissements concernés. Ces premiers échanges montrent aussi le caractère solitaire de ces opérations, notamment en Europe : pour l'heure, bien que très comparables sur leur contenu, les initiatives y sont trop peu nombreuses pour que se justifie une mise en réseau. C'est là que l'expérience et le savoir faire de la Coalition Jeunesse Sierra du Québec ont pris tout leur sens : mettre à disposition une sorte de mode d'emploi très pragmatique sur le « comment s'y prendre » plutôt que de concevoir isolément un programme en prenant le risque d'achopper sur les mêmes contraintes, sans pouvoir les lever faute de stratégies ou de méthodes identifiées.

Le colloque s'est poursuivi par des interventions sur la mise en actions concrètes du développement durable ; les communications ont passé en revue la complexité des conditions de management des opérations tout en exposant les enjeux de pérennisation préconisés d'un établissement à l'autre. Là aussi les participants ont pu découvrir combien d'innovations étaient possibles dans le domaine des actions durables. Les tableaux de bord sont bien évidemment apparus comme indispensables, outils incontournables pour faire réaliser un diagnostic et un état de référence pour performer les projets. La mise en place d'indicateurs d'efficacité s'est également avérée nécessaire pour démontrer la validité des actions et les poursuivre dans le temps. L'accent a alors été mis sur le caractère très technique des démarches « campus durable » ou « éco-campus » : si certaines initiatives ont rapidement inscrit une étape de diagnostic technique, thermique ou énergétique pour ensuite bâtir le projet dans une dimension plus globale, d'autres ont fait l'économie de cette étape pour réaliser par la suite qu'elle

devenait essentielle pour négocier et convaincre. Une communication a mis l'accent sur l'intérêt de proposer des diagnostics de type socio-techniques qui intègrent autant les systèmes que les hommes qui les mettent en œuvre ou les utilisent. Ces dispositifs socio-techniques reposent sur une analyse combinée des modes organisationnels et des modes de management des technologies (chauffage, éclairage, poubelles, transports...). Ils font surtout le pari que seule une approche systémique et transversale (groupes de travail ou de réflexion trans-catégoriels notamment, projets pédagogiques impliquant les personnels non enseignants...), peut conduire à créer une culture de développement durable, durable.

Cette conclusion s'est trouvée confirmée par les exposés sous forme de retours d'expérience : c'est le caractère original, inhabituel, quasi innovant qui séduit bon nombre de ceux qui participent aux opérations mises en œuvre. C'est aussi l'opportunité de jeter des passerelles entre disciplines, entre formations, mais aussi entre catégories d'intervenants qui mobilise. Les opérations développement durable semblent participer à l'émergence d'identités éco-citoyennes.

Les établissements universitaires ou les grandes écoles trouvent en ces opérations, matière à engager des partenariats sur leur environnement. La notion de réseau prend ici tout son sens et rappelle que le développement durable ne peut s'envisager comme quelque chose de ponctuel qui se limiterait à quelques actions qu'il suffirait de reproduire ou de proposer d'une année sur l'autre. Les établissements engagés dans cette démarche sont ouverts sur le reste de la société et mettent en avant la nécessité de créer une véritable culture du développement durable qui transcende non seulement les catégories sociales et professionnelles qui leur sont propres (étudiants, enseignants, personnel administratif...) mais qui transcende aussi le simple univers de l'enseignement supérieur. Les témoignages proposés par le président de l'AQPERE et des représentants des CEGEP ont été suffisamment éloquents pour que tous les participants au colloque s'accordent sur la nécessité d'envisager, qu'à terme, les démarches de campus durable ou les opérations d'écocampus viennent en continuité des démarches du même ordre engagées plus en amont dans les établissements primaires puis secondaires. En effet, la « clientèle » des universités n'est autre que celle formée par les lycées et les collèges. Dès lors qu'elle entend parler de développement durable dès son plus jeune âge, il semble pertinent qu'elle retrouve discours et pratiques du même ordre tout au long de sa carrière (trajectoire) scolaire. De même, comment les équipes pédagogiques ou trans-catégorielles qui œuvrent à des actions de développement durable peuvent-elles inscrire leur implication dans la durée ?

La question désormais posée : comment s'y prendre ?

2. Contexte scientifique du colloque d'Albi

Les questions liées à la durabilité sur les campus universitaires représentent un thème de recherche relativement récent. En effet, pendant longtemps, la communauté scientifique s'est orientée soit vers des recherches en pédagogie soit vers des recherches sur le développement durable.

Les recherches sur les dimensions pédagogiques abordent les conditions, formes et contenus des d'apprentissages dans les établissements d'enseignement supérieur ainsi que les approches et

innovations pédagogiques. Elles ont leurs colloques (AIPU (Association Internationale de Pédagogie Universitaire); Section *Education de l'Academy of Management* par exemple..... et leurs revues (Res Academica...).

Répondant aux débats au sein des organisations, entreprises, gouvernements et sur les arènes publiques, les recherches scientifiques sur le développement durable ont abordé toutes les dimensions du social et du politique. Elles se sont considérablement développées au cours des dernières années. De nouveaux réseaux de recherches sont apparus tels que le GIN (Greening the Industry Network; Global Compact, Business as a Agent of Change), de nouvelles revues ont été lancées (Sustainable Innovation, Business Strategy and the Environment; Global Chance; Nature Sciences et Sociétés... entre autres). Rapidement, un nouveau champ de recherche est apparu aux confluences des deux axes de recherche, qui porte plus particulièrement sur les conditions du changement des comportements des individus en société face aux enjeux du développement durable. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les recherches portant sur le développement durable dans les établissements secondaires et post-secondaires.

Ainsi, depuis 2000, plus de 600 universités au niveau global se sont engagées vers la durabilité de leur campus en signant des accords et conventions internationaux tels que la Charte de Bologne, la Déclaration de Halifax, la Déclaration de Talloires, le global Compact et la Charte Copernic pour le développement durable qui regroupe plus de 240 universités européennes. C'est en 2000 qu'est apparue une revue scientifique particulièrement consacrée à l'avancement des connaissances dans ce domaine, *l'International Journal of Sustainability in Higher Education*. Cette revue a ainsi permis de structurer ce champ de connaissances en émergence.

3. Objectifs scientifiques du colloque d'Albi

L'objectif principal de ce colloque est de promouvoir l'avancement des connaissances sur le développement durable dans les établissements primaires, secondaires et supérieurs en nous concentrant sur trois axes de recherche :

1. Consolider des connaissances et expériences visant à identifier des stratégies combinant objectifs et démarches de développement durable et missions des établissements d'enseignement ;
2. Avancer notre compréhension de possibilités et limites de créations de liens entre différentes composantes internes à ces établissements (élèves-étudiants, personnel administratif et personnels enseignants et chercheurs) mais aussi entre établissements (réseaux des EEDD, ou réseau REFEDD en France par exemple)
3. Identifier les démarches de développement durable visant à créer une typologie de méthodologies critiques et performantes vers une culture de durabilité.

En phase avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014), cette rencontre internationale vise à partager les expériences de démarches de développement durable engagées ou en projet, de l'école élémentaire aux campus. Nous aurons donc l'occasion de mutualiser les méthodologies et de

systématiser nos apprentissages autour de ces défis partagés.

Il s'agira d'analyser en quoi ces démarches peuvent être appréhendées comme des véritables ressources pour les établissements et comment ils communiquent à ce sujet (site web, plaquettes pédagogiques, programmation stratégique...).

Il s'agira également d'analyser les registres qui relèvent de l'innovation sociale (apprentissage croisés, gestion intégrée, responsabilité sociale, écocitoyenneté, culture du développement durable...) et qui visent à transformer les usagers-consommateurs des établissements d'enseignement en véritables acteurs du changement.

Dans le domaine des EEDD, ce colloque vise à promouvoir les projets, développer les outils d'une culture du développement durable, partager les pratiques et les expériences éducatives, tisser des liens et créer un réseau de ressources.

L'enjeu principal de ce colloque est une mutualisation des savoirs et une amélioration des performances environnementales des démarches engagées.

Les communications seront sélectionnées en fonction de la variété des recherches et des approches du thème. De préférence, il est demandé aux répondants d'inscrire leurs propositions autour des thèmes suivants :

- Mise en agenda des démarches de développement durable
- Gouvernance des opérations, outils et méthodologies innovantes (offres de formation en lien avec le développement durable, partenariat trans-établissements et transversalité...)
- Retours d'expérience autour d'initiatives pédagogiques ou étudiantes (réception des enseignements, évolutions des outils, vécu des actions engagées, évaluation, pérennisation...)

Ce colloque est destiné à favoriser la rencontre entre chercheurs et praticiens (formateurs, animateurs, enseignants, acteurs du territoire...) pour mutualiser leurs expériences et performer leurs outils dans un objectif de synergie.

Des actes du colloque sont envisagés, qui reprendront l'ensemble des communications retenues.

4. Pourquoi ce colloque à Albi ?

Plusieurs raisons justifient que ce colloque prenne place à Albi :

La première raison est scientifique : Le Centre Universitaire de Formation et de Recherche Jean-François Champollion d'Albi **accueille l'Equipe de Recherche Technologique n°67 « Services Publics et Economies d'Energie Durables »**, récemment labellisée par le Ministère de la Recherche.

Cette ERT a pour vocation d'analyser les conditions de changement de comportements énergétique des usagers des établissements publics : dans quelle mesure ces établissements publics,

comme les établissements d'enseignement supérieur notamment, peuvent-ils donner l'exemple en matière d'économie d'énergie et de respect de l'environnement ? Comment faire pour que leurs usagers ne soient pas de simples consommateurs, motivés dans leurs comportements au quotidien par un principe de jouissance ? Quelles méthodologies, quels outils mettre en œuvre ? Comment innover pour qu'une pédagogie de consommation responsable portée par ces établissements s'inscrive dans une démarche de développement durable qui entre en résonance avec des initiatives du même ordre portées par d'autres établissements ?

Le colloque sera certes l'occasion de faire se rencontrer des acteurs du changement, mais aussi de confronter les cadres théoriques qui président à la mise en place de tel ou tel dispositif de management

La deuxième raison est plus pragmatique : Dans le cadre de l'ERT « SPEED », le **Centre Universitaire d'Albi a engagé une démarche d'Ecocampus** en lien avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), EDF (Electricité de France) et le Conseil général du Tarn.

Cette opération Ecocampus évoque à la fois les Economies d'énergie et la gestion Ecologique qui lui est associée. Elle repose sur les trois principes d'action de la maîtrise de la demande énergétique (MDE) : la modération des usagers (vers moins de gaspillage), l'efficacité des systèmes techniques (vers plus de performances), l'utilisation d'énergies renouvelables (vers plus d'intégration avec l'environnement). Cette opération consiste à décliner ces trois modes d'action en tenant compte de la spécificité des campus universitaires (publics, vocation, équipements,...). Et en combinant projets étudiants, projets de recherche et d'enseignement et volontés administratives.

L'aspect pédagogique de Ecocampus au CUFR JFC est aussi important que les performances énergétiques qui en découlent. Sa particularité est de combiné des diagnostics comportementaux aux diagnostics techniques et de proposer un mode de fonctionnement-animation sur la base de groupes de travail inter-catégoriels et transversaux.

C'est ainsi qu'en toute logique, le **Centre Universitaire d'Albi a signé en octobre dernier la charte du Comité 21** et s'engage aujourd'hui à respecter les principes du développement durable.

La troisième raison qui justifie que ce colloque se déroule au CUFR d'Albi, c'est l'expérience acquise depuis plusieurs années, et le dynamisme des associations étudiantes (AFEV, comploteurs festifs, Envisage) qui organisent chaque printemps un festival éco-citoyen qui met en avant les trois piliers principaux du développement durable.

La quatrième raison qui explique l'intérêt d'organiser une telle manifestation à Albi c'est **la structuration, dans le Tarn et en Région Midi-Pyrénées, d'un réseau d'éco-établissements** afin d'échanger les expériences et de transférer les pratiques nouvelles. Le site du CUFR, à travers l'opération Ecocampus, participe naturellement de ce projet ; le principe étant la mise en cohérence d'expériences pédagogiques en lien avec le développement durable, du primaire au supérieur, mais aussi avec les territoires.

Puisqu'une des difficultés majeures rencontrées par les établissements d'enseignement est la mobilité de leurs publics, ce réseau vise à créer une sorte de

fil conducteur de manière à fidéliser les élèves devenus étudiants, mais aussi de manière à mettre l'accent sur la récurrence du développement durable comme principe de vie et cadre d'inscription des projets pédagogiques. C'est là que l'on rejoint cette notion de culture qu'il s'agit de construire dans le cadre d'un diagnostic comparé des mises en agenda des agendas 21 scolaires et universitaires.

La cinquième raison qui justifie la tenue de cette rencontre internationale à Albi : l'organisation conjointe CUFR JFC et HEC Montréal de la dernière manifestation « **Campus durables-Ecocampus : mise en agenda et management environnemental dans les universités** » ayant eu lieu le 11 mai 2007 à Trois Rivières dans le Cadre du dernier Congrès de l'ACFAS au Québec. Il s'agit de poursuivre la réflexion initiée, tout en l'élargissant aux établissements d'enseignement secondaire et aux universités et grandes écoles d'autres pays européens, américains mais aussi africains.

5. Comité d'organisation et Comité scientifique

Comité d'organisation

O BLANCHARD, UPMF et LEPII-EREN, Grenoble
F DENAT, AFEV et J CABOT du CUFR Albi
G MOLENAT, CPIE Tarn
B MERCAT, J CHEVALIER, M LAMBERTI, EDD Tarn
E RAUFFLET, HEC Montréal
I OTTRIA, en charge du DD enseignement régional agricole
P BLAY, G PRADELEIX, F CEZARD, C MARCOS, master II GSE
P COURJAULT-RADE, Y FIJALKOW, C JALAUDIN, S JONCOUX et M-C ZELEM du CUFR Albi

Comité scientifique provisoire

Emmanuel RAUFFLET, HEC Montréal
Pedro JACOBI, Université SAO PAULO, réseau PROCAM
Pamela MERCIER, F3E, Fondation pour l'EE en Europe
Lucie SAUVE, UQAM, Montréal
Christine DELHAYE, Comité 21, Paris
Jean SIMONNEAUX, ENFA, Toulouse
Odile BLANCHARD, UPMF et LEPII-EREN, Grenoble
Catie NAUDE, ARPE Toulouse
Francis THUBE, IFREE-ORE
J-Yves LENA, réseau des IUFM en ED
Sylvie KERGREIS, Min Agriculture
Olivier MARTEL, CU du Grand Lyon
Maryève LALLIER-CHARTRAND, Coalition Jeunesse Sierra Canada
Yann LOUVEL, REFEDD, Paris
Robert LITZER, AQPERE, Québec
Didier LECOMTE, Ecole des Mines Albi-Carmaux
Sarah de Barthes GRAINES / Réseau des campus responsables
Marie-Christine ZELEM, CERTOP, ERT-SPEED, CUFR Albi

Communication : **Benoit LACROUX** 05.63.48.19.52
Benoit.lacroix@univ-jfc.fr

Secrétariat : **Karen CHEVALIER** 05.63.48.64.39
Karen.chevalier@univ-jfc.fr

Coordination : **Zélem Marie-Christine** 06.14.08.26.47
Zélem@univ-tlse2.fr

